

**II<sup>e</sup> CONFERENCE INTERNATIONALE  
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)  
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de  
formation rurale pour le développement »  
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

*Intervention de M Mabrouk Bahri, président de l'UTAP à la clôture de la seconde conférence internationale du réseau FAR à Tunis*

Honorables invités  
Mesdames, Messieurs

Je suis particulièrement heureux et honoré de présider la clôture de la deuxième conférence du réseau FAR. Qu'il me soit permis de féliciter, au nom de vous tous, de la qualité du travail fourni par tous ceux qui ont été associés à la préparation comme au déroulement de ces assises.

Vous êtes venus nombreux, répondant à notre invitation et je sais que ces journées ont été bien remplies. Vos travaux ont été denses et riches. Denses par l'intensité et la diversité des sujets évoqués et riches grâce à la qualité des interventions et des propositions formulées.

Que tous ceux qui y ont contribué en soient remerciés.

Mes remerciements vont plus particulièrement aux cadres du réseau FAR qui ont mis en place toutes les conditions pour la réussite de cette rencontre dont les résultats, je l'espère, vont donner à la formation agricole et rurale le rang qui doit être le sien alors que se précisent les défis que nos agricultures sont appelées à relever dans un contexte mondial inédit marqué par une hausse vertigineuse des cours des produits agricoles pouvant mettre en danger notre sécurité alimentaire.

La réflexion engagée à Ouagadougou et relayée par les présentes assises a le mérite de clarifier les enjeux et de tracer la voie que nous nous devons de suivre et à la faveur de laquelle nous devons pouvoir inscrire la formation au coeur du processus de développement de l'agriculture dans nos pays respectifs.

Il nous appartient désormais d'oeuvrer pour que ce laboratoire d'idées se convertisse en actes et programmes s'enrichissant de nos expériences mutuelles car, comme chacun de nous doit le savoir, l'heure n'est plus à l'attente au moment même où la formation est devenue, à bien des égards, la clé de voûte de toute agriculture prospère et durable.

Les contours de l'agriculture de demain sont en train de se définir. L'agriculture est au coeur des défis de la planète de ce siècle : un défi alimentaire, un défi environnemental et un défi énergétique.

Cette réalité nous interpelle et nous dicte des responsabilités plus grandes et la mise en place de partenariats afin d'élaborer et d'appliquer une stratégie basée sur des objectifs et des résultats attendus qui soient clairement définis. Ceci requiert une visibilité et une transparence accrues, grâce au suivi et à l'évaluation. A cet égard il est essentiel de prévoir le renforcement des capacités institutionnelles. En outre, les partenariats doivent développer les possibilités d'apprentissage mutuel grâce aux réseaux et aux échanges de bonnes pratiques.

Cependant, ceci aurait peu de sens si la refondation des dispositifs de formation professionnelle et technique manquait à s'intégrer dans une stratégie nationale, négociée avec tous les groupes d'acteurs, prenant en compte, de manière cohérente, les interventions complémentaires en faveur des exploitations agricoles dans les différents domaines, notamment les structures de production, l'organisation des marchés intérieurs et les relations commerciales internationales, l'accès des

producteurs aux intrants et au crédit, l'organisation de structures d'appui en matière de recherche, de vulgarisation et de conseil.

Pour autant, on ne saurait nullement se dispenser d'inscrire les démarches à mettre en oeuvre dans un contexte euro méditerranéen et africain favorisant un partenariat rénové basé sur une conjonction des intérêts des uns et des autres et, à la faveur duquel, il sera possible aux partenaires maghrébins et africains de relever les défis générés par la hausse exorbitante et continue des prix de produits agricoles autant que par les insuffisances qui entachent la production agricole du Sud.

C'est que nous demeurons demandeurs de technologies et de savoir faire dont les pays de l'Union européenne sont des dépositaires majeurs, mais aussi de ressources financières conséquentes sans lesquelles la formation agricole ne serait nullement en mesure de remplir son office de levier de performance et de catalyseur de développement.

Ainsi joints, les partenariats impliquant, à leur échelle, les pays africains et maghrébins, et ceux les associant à leurs partenaires du Nord ne manqueront pas d'insuffler une vitalité nouvelle aux mécanismes déjà en place, mais qui ont, de toutes les façons, besoin de mieux fonctionner, à charge pour nos partenaires européens, d'en concevoir d'autres qui permettent de relever les défis qui assaillent notre continent.

Au demeurant, je n'insisterai pas assez sur l'urgence qu'il y a pour les acteurs de la formation agricole et rurale à travailler ensemble, à partir d'un diagnostic conjoint des besoins de formation, pour élaborer un projet de dispositif de formation, définir le financement, assurer le suivi de la réalisation et son évaluation.

Avant de conclure, permettez-moi de vous souhaiter de nouveau la bienvenue en Tunisie et de vous remercier pour le travail de qualité que vous avez fourni au cours de cette conférence en formant l'espoir que les résultats auxquels nous avons abouti constitueront la plateforme idoine pour des actions concrètes, concertées et mutuellement bénéfiques.

Je vous remercie de votre aimable attention.